

Julien Sansonnens débusque des chasseurs de rouges

HISTOIRE • L'éditorialiste de «Gauchebdo» consacre un ouvrage au Comité suisse d'action civique, une officine qui, au temps du «maccarthysme helvétique», ficha et dénonça des militants coupables de sympathie communiste.

C'est à peine croyable aujourd'hui, mais il fut un temps où le communisme inspirait une telle terreur à la bourgeoisie helvétique qu'elle consacra des efforts non négligeables à le combattre dans notre pays. Fondé en 1948, au début de la Guerre froide, par Marc-Edmond Chantre (1918-1986), un ancien militant de l'Union nationale, le Centre national d'information (CNI), rebaptisé par la suite Comité suisse d'action civique (CSAC), servit ce dessein. Le premier numéro des nombreux bulletins édités par le CNI annonce la couleur: «Le CNI se propose de dévoiler les agissements des adeptes du totalitarisme contre notre pays et de démontrer les intentions antidémocratiques du "parti nationaliste étranger". En d'autres termes, le CNI mènera un combat incessant et impitoyable contre le communisme en Suisse, contre le Parti du Travail et les organisations parallèles qu'il dirige plus ou moins complètement.» Financé par le patronat, le CNI-CSAC ne se limita pas à une lutte idéologique. Jusqu'à sa dissolution en 1965, l'officine, en s'appuyant sur des mouchards, procéda au fichage de nombreux militants et syndicalistes pour les dénoncer à leurs patrons. Ceux-ci étaient représentés au sein de ce sombre comité par le directeur en personne de la Société pour le développement de l'économie suisse, devenue Economiesuisse, qui côtoyait du beau linge comme le conseiller fédéral en exercice Paul Chaudet. Relevons aussi qu'en faisant pression sur les annonceurs, le CSAC tenta d'asphyxier la «Voix Ouvrière», le quotidien ancêtre de «Gauchebdo». Editorialiste dans notre hebdomadaire, justement, Julien Sansonnens vient de consacrer un ouvrage au CNI-CSAC qui, en jetant une lumière crue sur le «maccarthysme helvétique» et ses développements contemporains, n'intéressera pas les seuls membres du PST-POP. Trois questions à ce passionné d'histoire.

Pourquoi avez-vous consacré un ouvrage au Comité suisse d'action civique (CSAC)? Quelle est selon vous l'importance de cette officine dans l'histoire

contemporaine helvétique?

JULIEN SANSONNENS Ce livre traite de ce qu'on pourrait appeler le «maccarthysme helvétique»: la chasse aux rouges menée par la bourgeoisie suisse entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 60. Cette lutte contre le communisme - il faut comprendre par là une lutte contre les idées progressistes en général - n'a pas débuté dans les années 40, et continue sous une autre forme aujourd'hui: si je m'intéresse particulièrement à cette époque, c'est que l'anticommunisme était alors organisé et structuré au plus haut niveau de l'Etat, du patronat et de l'armée. Le CSAC, officine privée, entretenait en effet des liens extrêmement étroits avec les plus importantes autorités politiques, militaires et économiques de notre pays: au sein de son comité de patronage siégeaient par exemple un conseiller fédéral en activité ou un colonel-brigadier. L'anticommunisme était alors une véritable idéologie d'Etat, qui rassemblait très largement.

«Certains militants l'ont payé très cher»

J'ai décidé d'écrire ce livre pour rendre hommage à toutes celles et ceux, nombreux, qui ont eu à subir une répression impitoyable du fait de leurs idéaux politiques. Les activités du CSAC, en effet, consistaient notamment à dénoncer les employés communistes - ou supposés tels - auprès des patrons, à asphyxier économiquement un journal pourtant parfaitement autorisé, à empêcher que des rouges puissent trouver des logements... combien de familles brisées, de drames personnels cette hystérie a-t-elle entraînée? Le seul tort de ces militants, c'était de croire en une société plus juste et plus égalitaire: certains l'ont payé très cher.

Dévoiler les agissements du CSAC, c'est aussi permettre qu'un regard plus critique puisse s'exercer sur l'histoire contemporaine suisse. On se souvient que la publication du rapport Bergier avait débouché sur une sorte de psychodrame national: l'histoire officielle,

la mythologie helvétique, avait alors été remise en question de manière douloureuse. Il me semble que c'est le rôle des historiens de déconstruire les discours officiels et de mettre en lumière le passé, que celui-ci soit glorieux ou non. Selon moi, l'existence du CSAC et, plus généralement, l'existence d'un anticommunisme d'Etat, constituent des éléments structurants de notre histoire contemporaine. On ne peut pas prétendre étudier le système social et politique helvétique de la deuxième moitié du XX^e siècle sans placer cette question au cœur du débat. Pourtant, aujourd'hui, cette partie de notre histoire reste peu discutée, malgré l'affaire des fiches, malgré les révélations sur la P-26. **Quelle a été l'attitude du Parti socialiste et de ses élus face à cet anticommunisme d'Etat?**

Le Parti socialiste, tout comme les directions syndicales, donnent à l'époque le sentiment d'une surenchère dans l'anticommunisme. Pour ce qui concerne le PS, je vois deux explications complémentaires pour expliquer cette posture. En 1944, les socialistes entrent au Conseil fédéral: c'est une petite révolution, qui ne manque pas d'inquiéter le patronat et ses représentants à Berne. Dans un contexte troublé de guerre, la gauche a donc cherché à rassurer la bourgeoisie en lui donnant des gages de son intégration politique: la lutte contre le «totalitarisme bolchevique» a servi cette cause. Cela n'a sans doute pas été trop difficile pour le PS: au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le parti avait déjà rompu depuis neuf ans avec le cadre théorique de la lutte des classes. Par exemple dans *Le Peuple*, le quotidien des socialistes vaudois, on peut lire en 1946 un éditorial attaquant avec virulence, je cite, les «communistes, populistes ou autres», «diviseurs fanatiques, adversaires de la liberté, de la démocratie intégrale, du respect de la liberté». Quant à l'Union syndicale suisse, elle avait précédé le PS dans la «normalisation» dès 1927, en supprimant le cadre d'analyse marxiste de ses statuts. En 1957, les populistes ont même été exclus de la fâtière.

La deuxième raison qui explique l'anticommunisme des socialistes est plus prosaïque: à la fin des années 40, le PST représente une force politique importante qui a le vent en poupe. On comprend aisément que le PS voit d'un mauvais œil l'émergence d'une alternative sur sa gauche pouvant potentiellement contester sa position de seul représentant des milieux populaires. C'est donc également pour affaiblir un concurrent que le PS s'est positionné de manière aussi virulente contre le communisme - tout du moins sous sa forme soviétique - quitte pour cela à faire alliance implicitement avec les forces les plus réactionnaires du pays.

«On doit s'attendre à voir ressurgir ces vieux démons»

Vous dites que l'anticommunisme a pris une nouvelle forme aujourd'hui, laquelle? Le contexte actuel est bien sûr fort différent de celui qui a prévalu pendant la Guerre froide. L'Union soviétique a disparu et le mouvement ouvrier est considérablement affaibli, tandis que la gauche sociale-démocrate a très largement accepté l'idée qu'il n'existait pas d'alternative au capitalisme. Dès lors, la justification d'un anticommunisme militant a disparu avec la chute du bloc de l'Est. Mais cela ne signifie pas, évidemment, que la lutte des classes n'existe plus: la bourgeoisie continue à défendre ses intérêts! Le scandale de la surveillance d'Attac par Nestlé a démontré que lorsque ses intérêts sont en jeu, le patronat ne laisse rien passer et est prêt à user de tous les moyens, y compris les plus discutables en contexte démocratique, pour faire taire la contestation. Il en va de même lors des grands événements mondiaux tel que le WEF de Davos: la répression virulente contre toute forme de contestation de l'ordre néolibéral a permis, en dix ans, de rendre pratiquement impossible l'expression démocratique de son opposition. Pour cela, il a fallu par exemple filmer, photographier, intimider des milliers de manifestants. Ces méthodes ne sont pas sans rappeler celles qui ont eu



Responsable de recherche en santé publique, Julien Sansonnens est aussi conseiller communal à Lausanne et vice-président du POP vaudois.

cours à l'époque du CSAC. Régulièrement, de nouvelles affaires de fichages de militants sortent dans la presse, tandis que des attaques sont portées contre les libertés individuelles: propositions d'élargir les écoutes téléphoniques «préventives», attaques contre la diffusion d'informations sur Internet en utilisant comme prétexte la lutte contre le piratage, etc... Avec l'exacerbation de la crise économique et sociale, on doit s'attendre à voir ressurgir ces vieux démons.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME BÉGUIN
Julien Sansonnens, *Le Comité suisse d'action civique (1948-1965). Contribution à une histoire de la répression anticommuniste en Suisse*, préface de Luc van Dongen, Ed. de l'Aire, 102 pages, 25 frs.